



Le Laboratoire de la Transition

Plateforme réunissant chercheurs et acteurs sociaux autour de la question de la transition écologique par l'innovation sociale

Vallée de la Drôme, 15-18 mai 2016

Le diagnostic

Les partenaires à l'origine de cette initiative définissent une société durable comme une société bas carbone qui réduit son empreinte écologique, tout en étant résiliente, c'est-à-dire outillée pour surmonter les chocs, aussi bien économiques que climatiques, qui pourraient mettre à l'épreuve ses équilibres. Ils partent du constat que la transition écologique, qui doit nous rapprocher d'une société durable ainsi conçue, a principalement été pensée jusqu'à présent à partir de trois outils : la mise au point et l'adoption de technologies "propres" (idée sur laquelle se fonde la notion de "croissance verte") ; l'imposition de réglementations qui interdisent certains comportements considérés comme nocifs, ou obligent à d'autres comportements jugés vertueux ; et l'adoption d'incitants économiques, sous la forme de taxes (la "fiscalité verte") ou de subsides, assurant une internalisation des externalités aussi bien positives que négatives, c'est-à-dire assurant que les prix des biens et des services sur le marché intégreront leurs impacts sur l'environnement.

Ces outils sont insuffisants. Les limites planétaires à une croissance infinie sont connues du grand public depuis la publication en 1972, par le Club de Rome, de son rapport *Halte à la croissance*. Depuis le milieu des années 1970, notre utilisation des ressources et notre production de déchets que les écosystèmes doivent absorber dépassent les capacités de la Terre, et en 2005, l'Evaluation des Ecosystèmes pour le Millénaire (Millennium Ecosystems Assessment) montrait que 15 sur 24 des services d'origine écosystémique étudiés sont en cours de dégradation rapide ou exploités de manière irrationnelle: parmi eux figurent l'eau douce, la pêche intensive, la purification de l'air et de l'eau, la régulation du climat aux échelles régionales et locales, les risques de catastrophe naturelle, et les parasites. L'alerte sur l'impact de l'augmentation des gaz à effet de serre a été donnée depuis le milieu des années 1980, conduisant à la mise sur pied du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat en 1988.

Pourtant, rien ne bouge. Nous pensons urgent de mobiliser de nouveaux outils pour accompagner et accélérer la transition écologique. Plus précisément, nous partons de l'hypothèse que l'action locale, conduite au départ des initiatives d'hommes et de femmes ordinaires, en lien avec les acteurs économiques locaux et les collectivités publiques locales, représente un potentiel considérable pour la transition, qui n'a été jusqu'à présent que trop faiblement exploité et soutenu. Cette composante de la transition écologique n'est pas un substitut aux technologies "vertes", ni à l'imposition de normes juridiques ou à l'approfondissement d'incitants économiques qui encouragent la société à changer de cap. Mais elle est un gisement de solutions largement sous-exploré.

Cette transition "citoyenne" prend aujourd'hui différentes formes. Elle va des initiatives de transition (au départ du mouvement des "villes en transition") aux écovillages, et du développement de chaînes courtes et de l'auto-production aux mouvements tels que l'objection de croissance ou la sobriété choisie. Elle se traduit par des innovations en matière d'éducation, pour ériger les enfants et adolescents en acteurs qui contribuent à définir la trajectoire de la société, et en matière démocratique, avec la montée de la "démocratie du faire", au-delà de la démocratie participative sous ses formes classiques.

La transition ainsi conçue présente trois caractéristiques, étroitement liées entre elles. Premièrement, elle mise sur l'innovation sociale, et non plus seulement sur l'innovation technique. Ceci signifie que les nouvelles manières de produire, de consommer, de se déplacer, ou d'occuper ses loisirs, vont tenir une place décisive. Comment ces innovations sociales peuvent-elles être stimulées? Comment peuvent-elles être soutenues, une fois qu'elles émergent? Comment les évaluer? Comment, le cas échéant, en favoriser la diffusion? La question des modes de vie devient ainsi centrale au débat sur la transition écologique.

Deuxièmement, cette transition citoyenne repose sur les motivations intrinsèques des acteurs sociaux, sans plus se contenter seulement d'incitants externes. Elle mise sur les récompenses "inhérentes" que le comportement pro-environnemental amène pour les individus qui l'adoptent -- non seulement le plaisir d'apprendre et de contribuer à l'action collective, mais également la convivialité qui accompagne l'action conduite avec d'autres, la satisfaction que procure le sentiment de contribuer au changement, et celle que donne le fait d'agir en conformité avec les valeurs que l'on professe. Quels mécanismes mettre sur pied afin que l'individu puisse rechercher son épanouissement par l'engagement dans des initiatives préparant la transition? Comment utiliser ces motivations intrinsèques pour favoriser l'expérimentation? Comment les prendre comme levier de la transition à venir, sans exproprier les individus concernés de leur démarche, au risque de la priver de ce qui en fait, en partie, l'attrait -- le fait que la démarche contient en elle-même sa propre récompense?

Troisièmement, cette transition citoyenne mise sur l'expérimentation locale et territoriale. Au lieu que, dans les versions classiques de la conduite de la transition écologique, les solutions viennent d'en haut et du centre -- des experts, des administrations, des élus --, ici elles viennent d'en bas, à travers une quête décentralisée dans l'ensemble de la société -- dans les écoles, dans les entreprises, dans les administrations, et jusque dans les foyers. La cohérence -- la mise sur pied d'un cadre qui facilite la transition et l'accompagne -- ne sera pas à rechercher dans l'imposition de solutions homogénéisantes, mais dans des politiques publiques au service de l'innovation locale, correspondant aux circonstances, aux ressources et aux motivations des acteurs du territoire concerné. En outre, au lieu que la transition soit conçue de manière sectorialisée -- envisagée séparément, par exemple, en matière d'agriculture et d'alimentation, en matière d'énergie, ou en matière de mobilité --, elle sera conduite à l'échelle d'un territoire qui se met en mouvement dans plusieurs secteurs à la fois, dont les transformations respectives se renforcent mutuellement, créant les conditions d'un changement de cap culturel.

C'est cette approche spécifique de la transition écologique que le Laboratoire de la Transition tentera d'approfondir, dans une démarche transdisciplinaire associant chercheurs universitaires et acteurs de terrain. La Vallée de la Drôme est offre un lieu de rencontre particulièrement approprié à cet égard, non seulement en raison de la présence, sur ce territoire, de plusieurs partenaires qui partagent cette conception de la transition, mais aussi parce que le territoire est riche d'initiatives locales qui en illustrent la fécondité.

Le concept

Il est proposé de réunir pendant quatre jours des chercheurs universitaires du monde francophone et des acteurs de terrain. Certains participants seront associés aux quatre journées. D'autres, ayant une compétence plus spécialisée ou n'ayant pas la disponibilité requise, ne prendront part qu'à une journée, en fonction du thème qui y sera traité. Au cours de ces journées, des exposés de cadrage alterneront avec des moments d'échange, d'où nous espérons voir émerger certains points de consensus, identifiés par consentement. Les résultats des échanges nourriront ensuite des contributions écrites, qui feront l'objet d'une publication, en vue d'assurer la visibilité de l'initiative et de promouvoir la vision spécifique de la transition écologique qui émergera des rencontres.

Au cours de ces journées, nous aurons également des moments informels ensemble, permettant des échanges plus approfondis et la construction de nouveaux projets entre participant.e.s.

Organisation

La première édition du Laboratoire de la Transition se réunira à Crest et Die du 15 au 18 mai 2017. L'accent sera mis, lors de cette première édition, sur les leviers d'une "culture de la transition" que constituent l'éducation, la démocratie, l'entrepreneuriat social et l'économie post-croissance.

Nous anticipons qu'entre 20 et 25 personnes prendront part aux quatre journées, chaque journée réunissant environ 35 personnes (dont 10 à 15 personnes présentes spécifiquement sur un thème donné, l'espace d'une journée). Ceci permet une souplesse suffisante, tenant compte de la disponibilité des participants, et de toucher un total d'environ 60 personnes tout en maintenant un cadre de discussion convivial permettant à chaque participant de jouer un rôle actif.

Le programme qui suit est conçu afin qu'alternent les moments de discussion plus théorique, permettant de renforcer progressivement notre compréhension de la transition citoyenne et de ses différentes composantes, et l'examen de pratiques d'innovation sociale, dont nous chercherons à tirer les enseignements. Il est important de souligner que les pratiques d'innovation sociale qui seront examinées, sous forme d'études de cas, ne se limiteront pas aux pratiques développées dans la Vallée de la Drôme: les participants seront au contraire invités à élargir leur perspective, y compris vers des expériences conduites dans les pays en développement, afin de stimuler autant que possible notre représentation des possibles. Chaque thématique sera d'abord introduite par une présentation de l'état de l'art: un ou plusieurs experts de la matière offriront un état des lieux, permettant de situer par rapport aux débats en cours les innovations qui seront présentées.

PROGRAMME

Lundi 15 mai. Démocratie (lieu: écosite d'Eurre, près de Crest)

9h00-9h45. Les objectifs du Laboratoire de la Transition seront introduits par Olivier De Schutter et Tom Dedeurwaerdere. Un catalogue des outils de démocratie participative permettant d'appuyer la transition écologique est proposé par la Fondation Nicolas Hulot dans ce [rapport](#) de 2015. Par ailleurs, les nouvelles pratiques de représentation — démocratie « liquide », listes citoyennes, tirage au sort, élections sans candidat, etc. — sont décrites par Elisa Lewis et Romain Slitine dans [Le coup d'Etat citoyen](#) (La Découverte, 2016), ainsi que par Loïc Blondiaux dans un ouvrage remarqué intitulé [Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative](#) (éd. du Seuil, 2008), (voir aussi les pratiques émergentes à l'échelle de la ville — voir son interview récent dans Le Monde [ici](#)). Cette question est encore abordée en partie par des études d'[Olivier De Schutter](#) et de [Sixtine van Outryve](#) que les participants peuvent consulter au préalable afin de faciliter la discussion (une version révisée et enrichie du second texte est en préparation). Afin de nourrir les discussions, trois séries d'interventions sont prévues:

9h45-11h15. Il est suggéré que David Aubin (UCL - LPTransition) et Jean-Michel Fourniau (au départ des travaux du [GIS \(groupe d'intérêt scientifique\) Démocratie et Participation](#)) présentent, en 45 minutes environ (20-25 minutes seront laissées à chaque intervention), leur conception du rapport entre nouvelles pratiques démocratiques et transition écologique, David Aubin en mettant l'accent plus particulièrement sur la question des pratiques démocratiques dans la gestion des communs (telles que les ressources d'eau douce), et J.-M. Fourniau développant quant à lui les nouveaux dispositifs de démocratie participative et la "démocratie du faire".

11h15-13h00 Présentation de l'expérience de Saillans (voir la description [ici](#)) par Sabine Girard, dont l'intervention sera complétée par celles de Joachim Hirshler et Fernand Kargiannis, de la mairie de Saillans.

14h30-16h00. Le rôle de l'Etat: nouvelles formes démocratiques et gouvernance multi-niveaux. Jean-Michel Fourniau évoquera comment l'Etat peut favoriser ces expérimentations démocratiques, au départ des travaux du [GIS \(groupe d'intérêt scientifique\) Démocratie et Participation](#). Olivier Frérot ([Philométis](#)) sera amené à s'interroger sur les dimensions culturelles et spirituelles de l'action collective: les motivations à prendre part à l'action collective risquent-elles d'être étouffées par une institutionnalisation des nouvelles pratiques démocratiques?

16h15-17h30. Nouvelles pratiques démocratiques et transition écologique et sociale: consensus et messages.

Mardi 16 mai. Entrepreneuriat (lieu: écosite d'Eurre, près de Crest)

La seconde journée sera consacrée au rôle des acteurs économiques, notamment des petites et moyennes entreprises, dans la transition écologique et sociale. Les TPE et PME représentent en France 50 % des emplois privés, mais leurs spécificités sont souvent ignorées des doctrines sur le management, généralement orientées sur les grandes entreprises ou les entreprises de taille intermédiaire. Or, si l'on peut motiver une petite partie d'entre elles sur les questions environnementales, RSE et managériales, toutes pourraient « gagner » à concevoir des managements alternatifs facteurs de bien-être et de performance. Au départ de ces constats, nous envisageons la journée de la manière suivante, avec l'animation de [Jean-Pierre Chanteau](#) (LEPII-CNRS) et après une introduction d'Olivier De Schutter:

9h00-11h00 L'inscription des acteurs économiques dans le territoire. Bernard Lemoult présentera les travaux de recherche-action conduits au sein du Collège de transitions sociétales sur les conditions d'émergence de projets portés par des collectifs d'entreprises, d'agriculteurs, d'habitants, projets que les collectivités publiques peuvent faciliter mais qu'elles ne pilotent pas, ni ne dirigent (voir [Transition énergétique et sociétale](#), rapport d'activités 2015-2016). Nous proposerons à Patrick et Anne Beauvillard de l'[Institut des territoires coopératifs](#) et à Pierre Johnson des Villes et Territoires en Transition de réagir en premier lieu à cette présentation, après quoi la discussion sera ouverte plus largement. Avec l'animation d'[Anne-Marie Issartel](#), nous demanderons aux acteurs de terrain (chefs d'entreprises et coaches) de réagir tant sur l'intérêt des pistes évoquées que sur les difficultés de leur mise en oeuvre.

11h15-13h00 L'économie sociale et solidaire et la responsabilité sociétale. [Marthe Nyssens](#) (UCL - LPTransition) évoquera en quoi ces modèles économiques alternatifs peuvent contribuer à la transition écologique et sociale — et quels sont les obstacles, et à l'inverse les facteurs de succès, de ces modèles. (Voir aussi le travail sur [l'entrepreneuriat social](#) de Sybille Mertens ainsi que, particulièrement pertinent pour nous, le travail sur [le lien entre économie sociale et transitions polycentriques](#)). Les chefs d'entreprises de l'ESS témoigneront de leur expérience (difficultés et réussites, pistes pour demain).

14h30-16h00 Vaincre les résistances. Nous partirons de l'exemple de la conversion des agriculteurs à des pratiques agricoles plus durables (biologiques ou agroécologiques), avec une introduction par [Philippe Fleury](#) (ISARA - Lyon): l'accent sera mis ici sur la manière de surmonter le poids des routines et des préjugés d'un monde (le monde agricole, en l'occurrence), en tentant de changer les motivations des acteurs concernés. [Jean-Pierre Chanteau](#) (Université Grenoble-Alpes) pourra élargir ensuite le propos en parlant de la notion d'esprit d'entreprise et des obstacles, notamment d'ordre cognitif, à une évolution des pratiques. [Stéphane Krebs](#) et [Elena Chilova-Piron](#), coaches, offriront leur analyse sur les résistances au changement dans les organisations.

16h15-17h30 La contribution de l'entrepreneuriat à la transition écologique et sociale: consensus et messages
--

Mercredi 17 mai. Education (Centre du Martouret, Die)

9h00-9h30. Introduction et présentation, par Jacqueline Charron ([Alliance pour une éducation à la citoyenneté planétaire](#) et Amis de Circée) et Isabelle Peloux. Voir notamment le [Manifeste pour une éducation à la citoyenneté planétaire](#) présenté en décembre 2015 à l'occasion de la COP21.

9h30-10h00. Présentation par Benoit Galand (UCL - LPTransition) des enjeux de l'éducation à devenir éco-citoyen (voir notamment, sur ce thème, cette [contribution](#) de Benoît Galand).

10h00-11h00. Une première série de témoignages seront proposés, chaque fois présentés en un maximum de 20 minutes et suivis d'un temps de discussion. Des témoignages seront présentés par Isabelle Peloux (association Les Amanins - Ecole du Colibri, voir la présentation [ici](#) , ainsi qu'une brève mais efficace interview [ici](#)) et par Patricia Vartanian (Directrice du centre d'accueil d'enfants et d'adultes Le Martouret), notamment autour des questions de la nécessité d'avoir une réflexion globale ancrée dans la citoyenneté ; des outils de l'éducation morale et civique; et du rôle de la mixité sociale.

11h00-12h00. Une deuxième série de témoignages porteront sur les expériences belges. Ils seront présentés par Jean-Michel Lex (coordonnateur de la démarche développement durable de l'Institut Robert Schuman d'Eupen).

13h30-14h00. Jeu coopératif animé par Isabelle Peloux

14h00-15h30. Une troisième série de témoignages porteront sur des expériences en France. Ils seront présentés par Laurence Arnaud (cité scolaire du Diois référente académique EDD pour la Drôme), par Béatrice Venard (professeure des écoles dans la Drôme, préalablement conseillère pédagogique EDD dans le Rhône), et par Max Barel (proviseur adjoint de la cité scolaire du Diois).

16h00-17h00. Une dernière série de témoignages seront présentés par Eric Favey (inspecteur général de l'Education nationale) et par Jacqueline Charron (secrétaire de l'association les Amis de Circée animatrice du réseau de l'AECP).

17h00-17h30 La contribution de l'éducation à la transition écologique et sociale: consensus et messages.

Jeudi 18 mai. Economie post-croissance (Centre du Martouret, Die)

Cette dernière journée sera consacrée à examiner comment les grands choix économiques (par exemple, en matière d'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale; en matière de protection sociale, y compris par le revenu universel; ou en ce qui concerne la « dé-mondialisation » et la reterritorialisation de l'économie) peuvent favoriser la transition écologique et sociale, notamment par l'innovation sociale. Parmi les textes qui peuvent servir de point de départ, nous proposons cette [introduction](#) au livre [Vers une société post-croissance. Intégrer les défis écologiques, économiques et sociaux](#) (éditions de l'aube, 2016), qu'ont dirigé I. Cassiers, K. Maréchal et D. Méda. (Merci de ne pas diffuser cette introduction au-delà des participants au Laboratoire de la Transition).

9h00-11h00. Réorienter l'économie. Isabelle Cassiers (UCL - LPTransition) proposera quelques pistes afin de favoriser la bifurcation de l'économie — plutôt que vers l'objectif de croissance de la richesse matérielle — vers d'autres objectifs, qui favorisent le bien-être et l'épanouissement de chacun.

11h30-13h00. Reterritorialiser l'économie. Bernard Pecqueur et Kirsten Koop ([Pacte-territoire](#), Université de Grenoble-Alpes) introduiront le débat sur la reterritorialisation des rapports économiques et la notion, dans ce contexte, de « ressources territoriales » que l'on peut mobiliser pour la transition écologique et sociale: comment peut-on sortir d'une approche fondée sur les avantages comparatifs des territoires en fonction des facteurs de production dont ils sont dotés, pour favoriser au contraire des territoires qui se diversifient et seront, par cette diversité même, plus résilients ?

14h00-14h30. Une économie qui sert la société, plutôt que la croissance: consensus et messages.

REFLEXION DE CLOTURE

14h30-15h30. Nous proposons à [Dominique Bourg](#) de l'Université de Lausanne, spécialiste reconnu de la question de la transition écologique, de tirer les conclusions des quatre journées, en tissant les liens entre les différentes thématiques abordées. Dominique Bourg a notamment réfléchi, avec Kerry Whiteside, aux [liens entre transition écologique et démocratie](#) et avec Chr. Arnsperger, à des questions telle que celle de la révision des modes de vie, de la sobriété — choisie ou subie — ou encore — et de manière encore plus décisive pour les thèmes de cette édition du Laboratoire — du droit à l'expérimentation territoriale. Ceci ouvrira la discussion sur les suites à réserver au Laboratoire.

15h30-17h00. L'avenir. Nous consacrerons un dernier moment à réfléchir les suites de cette première édition du Laboratoire de la Transition. Seront notamment présentées les perspectives en matière de publication et l'édition 2018 (parmi les thèmes suggérés pour l'édition 2018: les modes de vie; les « communs » ; et l'économie collaborative).